

de loi de M. Dominjon relative à l'organisation et au fonctionnement de la Haute Cour de justice, en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* (p. 2221).

BOISSOUDY (M. Guy de), Député du territoire de l'Oubangui-Chari-Tchad (*Collège de non-citoyens*).

Son élection est validée (A. de 1946, p. 138).
= Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138).

S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 255).

BONTE (M. Florimond), Député du département de la Seine (*5^e circonscription*).

Son élection est validée (A. de 1945 p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères (A. de 1945, p. 145).

Interventions :

Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur les opérations électorales du département d'Alger et du territoire de Ghardaia (A. de 1945, p. 8). — Demande à interpeller sur la politique extérieure du Gouvernement (A. de 1946, p. 2); développe cette interpellation (p. 8 et suiv.).

BORRA (M. Raoul), Député du département de Constantine et territoire de Touggourt (*Collège des électeurs français citoyens musulmans et non musulmans*).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 21 février 1946, un avis au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'admini-

nistration générale, départementale et communale sur : I. le projet de loi portant amnistie de certaines infractions commises en Algérie; II. les propositions de loi : 1^o de M. Amar Ouzegane et plusieurs de ses collègues tendant à prendre une mesure d'amnistie en faveur de tous les emprisonnés politiques musulmans en Algérie; 2^o de M. Mohamed Bendjelloul et plusieurs de ses collègues tendant à accorder amnistie pleine et entière à tous ceux qui, en Algérie, antérieurement ou postérieurement au 8 mai 1945, ont été condamnés pour certains faits politiques; 3^o de M. Mohand Achour et plusieurs de ses collègues tendant à accorder l'amnistie aux musulmans algériens condamnés pour faits politiques, n^o 476. — Le 28 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de résolution de M. Mohamed Chouadria et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire établir que les élus musulmans d'Algérie, aux conseils des prud'hommes, auront les mêmes droits que les Français en application de l'ordonnance du 7 mars 1944, n^o 791. — Le 2 avril 1946, une proposition de loi tendant à rendre applicables à l'Algérie les dispositions de l'ordonnance n^o 45-2394 du 11 octobre 1945 relative au logement, n^o 838.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie applicable en Algérie, en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale : *Donne lecture de son rapport* (A. de 1946, p. 491); — du projet de loi portant dévolution des biens d'entreprises de presse : *Discussion générale* (p. 1789); Art. 39 : *Ses observations* (p. 1905); — du projet de loi portant organisation du referendum : Art. 18 : *Son amendement* (p. 1837).

BOUGRAIN (M. Patrice-Maurice), Député du département de Saône-et-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138); — *Secrétaire d'âge* (A. de 1945, p. 1).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS ; *Discussion générale : Nécessité de rétablir ce Ministère* (p. 624) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'année 1946 : *Réquisitions d'immeubles, catastrophes aériennes* (p. 712) ; — du projet de loi portant réalisation d'économies au titre du Budget général de l'Exercice 1946 ; Chap. 203 : *Ses observations* (p. 2103) ; — de propositions de loi relatives aux comités d'entreprise ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 2221) ; *Son second amendement* (p. 2222) ; *Son troisième amendement* (ibid.) ; *Le retire* (ibid.) ; *Son quatrième amendement* (ibid.) ; *Le retire* (ibid.) ; *Son cinquième amendement* (ibid.) ; *Le retire* (p. 2223) ; Art. 4 : *Son amendement* (ibid.) ; Art. 5 : *Son amendement* (ibid.) ; Art. 6 : *Son amendement* (ibid.) ; *Le retire* (p. 2224) ; Art. 10 : *Son amendement* (ibid.) ; *Le retire* (ibid.) ; Art. 3 : *Son amendement* (ibid.) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : AGRICULTURE : *Ses observations* (p. 2298) ; RAVITAILLEMENT : Chap. LA : *Amendement de M. Reille-Soult* (p. 2302) ; ANCIENS COMBATTANTS : Chap. 101 : *Ses observations* (p. 2307) ; DISPOSITIONS SPÉCIALES : Art. 20 : *Son amendement* (p. 2365) ; Art. 23 : *Ses observations* (ibid.).

BOUHEY (M. Jean), Député du département de la Côte-d'Or.

Son élection est validée (A. de 1946, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 179) ; de la Commission des affaires étrangères (p. 145).

S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

BOUKLI-HACÈNE (M. Omar), Député d'Oran (Collège des non-citoyens).

Son élection est annulée (A. de 1946, p. 473).
= Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, de la jeu-

nesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138).

S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1945, p. 233).

BOULOUX (M. Alphonse), Député du département de la Vienne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, de la jeunesse des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 139).

Dépôt :

Le 21 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de loi de M. André Morice et plusieurs de ses collègues tendant à l'ouverture de cours d'agriculture dans toutes les écoles primaires publiques de toutes les communes rurales de France pour les élèves dans leur dernière année de scolarité, n° 711.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : Art. 43 (A. de 1945, p. 356) ; EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale : Stabilité des instituteurs et retraites des secrétaires de maternelles* (p. 631) ; — Est entendu au cours de la discussion : d'interpellations sur la liberté de la presse (A. de 1946, p. 705) ; — d'une interpellation sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (p. 806) ; — du projet de loi portant dévolution des biens d'entreprises de presse : Art. 28 : *Son amendement* (p. 1901) ; Art. 29 : *Ses observations* (p. 1902).

BOUMALI (M. Mohammed), Député du département de Constantine et territoire de Touggourt (Collège des électeurs français musulmans non-citoyens).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre de la Commission de la